



HAL
open science

De nouveaux horizons dans l'analyse des mouvements sociaux

Paul Cormier

► **To cite this version:**

Paul Cormier. De nouveaux horizons dans l'analyse des mouvements sociaux. *Politix*, 2015, n° 112 (4), pp.187-196. 10.3917/pox.112.0187 . halshs-01348707v1

HAL Id: halshs-01348707

<https://hal.science/halshs-01348707v1>

Submitted on 22 Dec 2020 (v1), last revised 25 Jul 2016 (v2)

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

LECTURE CRITIQUE POLITIX

De nouveaux horizons dans l'analyse des mouvements sociaux

A propos de SIMEANT J., *Contester au Mali. Formes de la mobilisation et de la critique à Bamako*, Coll. Les Afriques, Paris, Karthala, 2014, 257 p., VAIREL F., *Politique et mouvements sociaux au Maroc. La révolution désamorcée ?*, Coll. Sociétés en mouvement, Paris, Presses de Sciences Po, 2014, 362 p. & GOURISSE B., *La violence politique en Turquie. L'Etat en jeu (1975-1980)*, Coll. Recherches internationales, Paris, Karthala, 2014, 351 p.

La sociologie de l'action collective semble connaître depuis quelques temps un profond renouvellement, sous l'influence de plusieurs réorientations qui désormais se combinent.

D'abord, les chercheurs semblent avoir entendu l'appel au décloisonnement lancé il y a maintenant quelques années par Frédéric Sawicki et Johanna Siméant, et particulièrement l'incitation à une meilleure prise en compte des interactions entre « transformations macrosociales et engagement »¹ dans les analyses. Cette démarche tend notamment à mieux faire tenir ensemble sociologie de l'action collective et sociologie de l'Etat dans une perspective historique affirmée. Les récents bouleversements dans le monde arabe ont ainsi permis de repenser à nouveaux frais l'articulation entre mouvements de protestation, révolutions et changements de régime², reprenant salutairement un chantier, certes classiques allant de Barrington Moore à Charles Tilly, mais relativement délaissé par les sociologues depuis la fin de « l'ère des révolutions » du XXe siècle pour reprendre, en les déplaçant quelque peu, les termes d'Eric Hobsbawm³.

Un ouvrage s'était intéressé il y a quelques années aux « démocraties d'ailleurs »⁴ quand d'autres avaient souligné l'hybridation entre régimes démocratiques et autoritaires⁵. Il

¹ SAWICKI F. & SIMEANT J., « Décloisonner la sociologie de l'engagement militant. Note critique sur quelques tendances récentes des travaux français », *Sociologie du travail*, n°51, 2009, p. 97-125.

² BENNANI-CHRAÏBI M. & FILLIEULE O., « Pour une sociologie des situations révolutionnaires. Retour sur les révoltes arabes », *Revue française de science politique*, 2012/5, Vol. 62, pp. 767-796.

³ HOBBSAWM E., *L'ère des révolutions. 1789-1948*, Coll. Pluriel, Paris, Fayard, 2011, 434 p.

⁴ JAFFRELOT C. (dir.), *Démocraties d'ailleurs*, Coll. Recherches Internationales, Paris, Karthala, 2000.

semble qu'une ouverture de la sociologie des mouvements sociaux aux « mobilisations d'ailleurs » soit désormais à l'œuvre, donnant ainsi à repenser à et à remettre en jeu des objets et des concepts considérés comme éprouvés. Johanna Siméant avait déjà souligné l'occidentalo-centrisme de la sociologie de l'action collective et avait enjoint les chercheurs à déplacer le regard vers d'autres espaces afin d'y confronter leurs méthodes et leurs outils dans une perspective critique et non mécaniste⁶. Le déplacement de l'analyse vers des contextes non-occidentaux conduit à s'intéresser à l'action collective dans les régimes non-démocratiques ou, pour ne pas les définir en creux, dans des régimes « autoritaires ». Préférons-y plutôt le terme de configurations autoritaires, permettant de se rendre plus sensible aux singularités et aux évolutions de chaque cas. Ces déplacements amènent à remettre sur le métier des pratiques et des concepts aujourd'hui quelque peu routinisées en ce qui concerne la sociologie de l'engagement militant. Depuis l'ouvrage séminal de Mounia Bennani-Chraïbi et Olivier Fillieule⁷ proposant de déplacer le regard pour aborder les mobilisations dans des sociétés habituellement considérées comme statiques et dépolitisées d'un côté et la prolifération de textes se plaçant dans la continuité des ouvrages de James C. Scott et attentifs aux micro-résistances de l'autre⁸, plusieurs travaux sont revenus en profondeur sur les « printemps arabes »⁹ ont permis à la recherche (notamment francophone) dans ce domaine de générer un salutaire et double appel d'air¹⁰.

Enfin, ces renouvellements théoriques et empiriques s'accompagnent d'une pluralisation des méthodes d'enquête qui enrichissent le travail de terrain et ouvrent des perspectives de recherche passionnantes. Le croisement des méthodes classiques de la sociologie (observation, entretiens...) et de l'histoire (presse, archives...) dans les recherches publiées permet d'indéniables avancées vers une approche complexe des processus soumis à l'enquête. Ils permettent en effet de rendre justice aux temporalités et aux différentes échelles du social observées, qu'elles soient macrosociologiques, organisationnelles ou biographiques.

⁵ CAMAU M. & MASSARDIER G. (dirs.), *Démocraties et autoritarismes. Fragmentation et hybridation des régimes*, Paris, Karthala, 2009.

⁶ SIMEANT J., « Protester/mobiliser/ne pas consentir. Sur quelques avatars de la sociologie des mobilisations appliquée au continent africain », *Revue internationale de politique comparée*, 2013/2, Vol. 20, pp. 125-143.

⁷ BENNANI-CHRAÏBI M. & FILLIEULE O. (dirs.), *Résistances et protestations dans les sociétés musulmanes*, Paris, Presses de Sciences Po, 2003.

⁸ SCOTT J. C., *Domination and the Arts of Resistance. Hidden Transcripts*, New Heaven, Yale University Press, 2002 [1992].

⁹ CAMAU M. & VAIREL F. (dirs.), *Soulèvements et recompositions politiques dans le monde arabe*, Coll. Société culture, Montréal, Presses Universitaires de Montréal, 2015.

¹⁰ La force de ces travaux est de parvenir à souligner les singularités des cas étudiés tout en conservant une perspective d'analyse générale au croisement de la sociologie de l'action collective et de la sociologie de l'Etat qui ne les confine pas aux *area studies* mais permettent au contraire des comparaisons productives.

Trois ouvrages récents participent de cette triple dynamique à partir de terrains et de chronologies variés.

Dans *Contester au Mali*, Johanna Siméant s'appuie sur les résultats d'une enquête menée à Bamako avant le putsch de 2012 pour contester l'idée selon laquelle le Mali serait le pays du consensus (démocratique), loin des « poussées » de violence et de l'autoritarisme qui caractériseraient ses voisins. Elle cherche ici à « réencastrer les formes du dissentiment et de la mobilisation dans l'ordre social » (p. 34). Pour ce faire, elle analyse dans un premier temps les modalités de l'action protestataire dans la capitale et les négociations souvent compliquées avec les autorités avant de s'intéresser aux ambivalentes connexions internationales des mobilisations maliennes¹¹. Elle montre ainsi, au-delà du cas malien, la double intrication entre échelle locale et échelle globale ainsi qu'entre mouvements sociaux et pouvoir politique qui ne sauraient être considérés comme totalement séparés et homogènes. Benjamin Gourisse, dans l'ouvrage issu de sa thèse de doctorat, s'intéresse à la crise de l'Etat turc dans la seconde moitié des années 1970 et remet en question la théorie répandue dans la littérature turcologique, et plus généralement dans la littérature sur les Etats dits du Sud, de l'autonomie de ce dernier par rapport à la société. Il se penche sur la manière dont l'Etat se trouve alors en jeu et enjeu de groupes opposés (de gauche et de droite) qui cherchent à en capter les ressources dans leur stratégies politiques de confrontation violente et conduisent à la politisation de ses institutions dans un climat de quasi-guerre civile. Frédéric Vairel, qui se penche sur le cas du Maroc, montre comment la monarchie chérifienne est parvenue à se maintenir et à garantir son emprise sur la société et la vie politique depuis l'indépendance (1956) en maniant tour à tour suivant les contextes répression et discours de réforme démocratique. Cette attention aux transformations de l'exercice de la domination lui permet de mieux cerner l'émergence et la recomposition de trois causes militantes (islamisme, féminisme, droits de l'homme) et des individus qui les investissent.

Ces trois ouvrages permettent donc d'opérer un certain nombre de déplacements salutaires pour le renouvellement théorique et méthodologique de la sociologie des mobilisations et permettent des rapprochements productifs avec d'autres thématiques. Ils tentent ainsi de penser le militantisme en contexte répressif tout en tenant dans le temps et de manière relationnelle différentes échelles d'analyse : transnationale, étatique,

¹¹ Voir à ce sujet le récent manuel dirigé par Johanna Siméant, SIMEANT J. (dir.), *Guide de l'enquête globale en sciences sociales*, Coll. Socio-anthropo, Paris, CNRS Editions, 2015, 408 p.

organisationnelle et individuelle, nous permettant ainsi de mieux comprendre les ressorts du politique.

D'un point de vue théorique, ces trois ouvrages nous invitent à faire travailler des concepts, désormais routinisés, nous ouvrant ainsi à la comparaison. Frédéric Vairel souligne ainsi que le Maroc « met à l'épreuve nos savoirs sur la protestation et l'autoritarisme » (p. 22). Johanna Siméant nous convie, pour sa part, à redessiner la frontière entre mobilisation et protestation et Benjamin Gourisse met à l'épreuve la sociologie des crises politiques de Michel Dobry sur l'Etat turc des années 1970, invitant ainsi à s'intéresser aux effets de la mise en jeu de l'Etat et de ses institutions dans un contexte de crises multiples (économique, sociale et politique). Une telle approche permet de questionner sinon d'amender des conceptualisations qui peuvent s'avérer simplificatrices ou inopérantes dès lors qu'elles sont transférées sur d'autres réalités sociales et politiques.

Johanna Siméant propose d'étudier selon un continuum les violences de rue, les émeutes et la critique sociale (presse, rumeurs, humour, musique) mises en avant par le courant de la « politique par le bas »¹². Revenant sur d'utiles distinctions conceptuelles, elle rappelle à juste titre que se mobiliser pour une cause n'est pas nécessairement protester. Elle ajoute à cette première distinction que l'absence de consentement ou le ressentiment ne se traduit pas nécessairement par une mobilisation ou de la protestation. Cette perspective tient compte des stratégies parallèles à ces dynamiques : clientélisme et escapisme dont l'intégration à l'étude du politique n'est plus à faire et dont Frédéric Vairel rend également compte dans l'analyse du temps long des trajectoires des militants marocains mobilisant tour à tour ces registres suivant l'évolution du contexte politique. Il s'agit donc de réinsérer l'action collective dans un ensemble plus large de pratiques et de comportements à l'égard de l'autorité politique.

Par ailleurs, les trois ouvrages se proposent, de manière plus ou moins explicite, de revenir sur la sociologie des crises politiques¹³. Benjamin Gourisse, revient, à travers l'étude de la crise politique, économique et sociale des années 1970 en Turquie, sur un certain nombre de mécanismes à l'œuvre qui affectent alors la structure et l'exercice de l'action de l'Etat turc. Renversant la perspective classique voulant que l'Etat se trouve aux prises avec des clivages traversant la société et conduisant à des crises, il montre que ces clivages vont

¹² BAYART J-F., « L'énonciation du politique », *Revue française de science politique*, Vol. 35/3, 1985, pp. 343-373.

¹³ DOBRY M., *Sociologie des crises politiques*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009 [1986], 383 p.

être transportés au sein des structures étatiques par les acteurs en conflit, entraînant une désobjectivation de l'Etat et une politisation croissante de la société turque tout au long de la décennie, aggravant la crise. Dès lors, le coup d'Etat militaire de 1980, loin d'apparaître comme la conclusion logique d'une perte d'autorité étatique, devient au contraire un coup joué par l'institution militaire, relativement protégée de la conflictualité sociale du fait de son autonomie historique, qui impose une normalisation politique radicale. Frédéric Vairel montre quant à lui comment les crises politiques successives ont été surmontées par la monarchie et l'appareil sécuritaire d'Etat marocains et ont progressivement abouties au renforcement de la configuration autoritaire depuis les années 1960.

Enfin, l'apport de ces textes est aussi méthodologique. Chaque enquête mobilise, suivant ses objectifs analytiques, une pluralité de méthodes : entretiens (dans les différentes formes que ceux-ci peuvent prendre), archives, dépouillement de la presse, observations. L'accès aux données en contexte autoritaire n'est pas toujours évident pour le chercheur, notamment en ce qui concerne les archives et les entretiens. Benjamin Gourisse a rencontré de fortes réticences à se prêter à des entretiens du côté des militants de l'extrême droite turque tandis que Johanna Siméant souligne les difficultés d'accéder aux archives du maintien de l'ordre à Bamako. Cette pluralité de méthode est couplée à la mise en œuvre dans l'écriture des jeux d'échelles analytiques. On passe ainsi d'une sociologie des reconfigurations de l'autoritarisme ou des transformations économiques de la Turquie des années 1960-1970 à l'organisation des groupes d'extrême gauche ou bien des reconfigurations de l'autoritarisme marocain aux devenir militants des anciens gauchistes et islamistes du royaume chérifien. On saisit là la dimension heuristique de la mise en œuvre du pluralisme méthodologique et des « jeux d'échelles » dans l'enquête et dans l'écriture.

Une des principales forces de ces trois ouvrages est de nous permettre de mieux appréhender les mobilisations en contexte autoritaire tout en amenant une compréhension du fonctionnement interne des régimes concernés. Frédéric Vairel précise qu'« il s'agit de considérer ce que signifie « protester en situation autoritaire » pour « contribuer à la compréhension des transformations de régime en l'absence de tout processus de démocratisation » (pp. 28-29). L'Etat n'est ainsi jamais pensé comme extérieur ou surplombant le reste de la société mais au contraire comme un partenaire, un adversaire ou un enjeu par les groupes mobilisés.

Cette perspective tient compte des singularités des trajectoires étatiques et des reconfigurations au cours du temps des ressorts du maintien de l'autoritarisme tout autant que de la constitution, souvent conflictuelle et difficile, d'un espace protestataire face auquel il compose avec plus ou moins de violence. Ce renouvellement d'approche en cours tient ensemble une sociologie non essentialiste de l'Etat et de la mobilisation/protestation dans une perspective diachronique. Cela conduit à redonner une épaisseur sociologique aux régimes autoritaires, souvent trop théoriquement ou trop succinctement abordés, en donnant à voir leurs fragmentations et reconfigurations suivant les périodes considérées et les relations (interdépendance, interactions conflictuelles ou non) qu'ils entretiennent avec une pluralité d'acteurs sur différentes échelles (internationales, nationales et locales). Benjamin Gourisse dessine ainsi dans le premier chapitre de son ouvrage la faiblesse structurelle de l'Etat ottoman puis turc à l'égard des tentatives de captation de ses ressources. Les trois ouvrages s'attachent ainsi à reconstruire le contexte dans lequel les organisations et les acteurs mobilisés prennent place, non pour mettre en perspective en donnant une petite épaisseur contextuelle et historique, mais parce que les pesanteurs historiques sont au cœur des actions et des stratégies des acteurs. Benjamin Gourisse décrit de manière précise la manière dont l'Etat ottoman puis turc a largement sous-traité le maintien de l'ordre au point de se trouver débordé par les mobilisations radicales des années 1970. Seule l'institution militaire, relativement préservée des conflits politiques soutient l'Etat turc et « rétablit » son autorité à travers ses prises de pouvoir régulières. Frédéric Vairel décrit également dans son premier chapitre la mise en place d'un système de direction autoritaire après l'indépendance du Maroc. Ils rendent par là justice aux trajectoires historiques propres aux sociétés considérées sans penser les contenir dans une téléologie ou un ensemble qui se donnerait facilement à lire de l'extérieur (le « Moyen Orient » ou l'« Afrique »).

De plus, ces renouvellements permettent de repenser à nouveaux frais l'émergence et la structuration des contestations afin de les penser comme un espace social en construction et reconfiguration permanentes en interaction avec les autorités politiques. Il s'agit dès lors d'articuler sociologie de l'Etat et sociologie de l'action collective en refusant de s'en tenir à une posture dichotomique séparant Etat et « société civile » en cherchant à restaurer la dialectique, l'entremêlement des deux dans le changement social ou le maintien des structures. Frédéric Vairel montre ainsi qu'« à l'inverse de ce que croient les transitologues, la « résurrection de la société civile » ne s'accompagne pas d'une transition démocratique : protestations et démocratisation sont deux choses différentes. La multiplication des

protestations est aussi le résultat de processus d'autolimitation des militants marocains [...] signe paradoxal de l'institutionnalisation de l'espace protestataire » (p. 332). A l'inverse, Benjamin Gourisse montre pour sa part clairement l'interpénétration grandissante et historiquement attestée entre structures étatiques et acteurs sociaux à travers les stratégies de captation des ressources étatiques et de politisation de l'Etat (administration, police) que ceux-ci mettent en œuvre¹⁴, conduisant à la « désobjectivation » de ce dernier.

La poursuite d'un tel cheminement conduit ces ouvrages à interroger les relations entre mobilisés/protestataires et Etat, notamment dans leur dimension conflictuelle et/ou violente. Benjamin Gourisse montre que l'Etat turc n'est pas un Etat tout puissant, mais est au contraire enjeu et non arbitre des conflits sociaux. Il devient l'arène du conflit ce qui conduit à son affaiblissement, notamment en ce qui concerne le maintien de l'ordre face à la montée de la violence politique d'extrême gauche et surtout d'extrême droite. Ce faisant, Gourisse réévalue les mécanismes à l'œuvre dans les crises politiques. Frédéric Vairel prend pour sa part pour objet « les influences et déterminations réciproques de la politique instituée et de la politique protestataire » (p. 24) prenant en exemple le sit-in. Il montre ainsi par des observations fines comment ce répertoire d'action qui, à défaut d'être légal n'est pas illégal, est employé par les protestataires pour éviter une répression trop forte, contraignant en retour par leur légalisme les autorités désireuses de modérer l'usage de la répression. Johanna Siméant s'intéresse aux interactions Etat/protestataires à travers le « formalisme bureaucratique et [les] petits arrangements qui caractérisent le processus de déclaration des manifestations » (p. 62). Elle montre ainsi que les plus grandes manifestations sont organisées par des organisations religieuses et que le traitement des protestataires par les autorités est nettement différencié. Celles-ci usent bien souvent de pression et de répression sur les candidats à la manifestation. Mais Johanna Siméant souligne la possibilité qu'ont les protestataires de négocier avec les forces de l'ordre, contre de l'argent venant accroître leur maigres salaires, un encadrement qui fait office de « service d'ordre ». Les trois ouvrages questionnent à leur manière les relations entre les mouvements sociaux et l'Etat dans et face auquel ils se déploient. Ils invitent à penser en même temps, et par conséquent dans leurs temporalités propres, la répression structurelle et la répression en situation (manifestations, sit-in...). Ces analyses fines des processus de protestation/répression historiquement situés offrent une partie de la

¹⁴ Il s'agit dans ce cas-ci d'organisations souvent illégales. Il est à noter qu'il est peu question des acteurs « classiques » des mobilisations, partis politiques et syndicats dans ces trois ouvrages.

répression à ce que la sociologie des mobilisations américaine avait nommé le « paradoxe de la répression »¹⁵.

Ces orientations de recherche permettent d'interroger la conflictualité sociale dans des sociétés souvent considérées, dans une perspective téléologique, comme « amorphes » ou « en voie de démocratisation ». L'usage de la violence politique par et contre l'Etat constitue également un des enjeux de ces analyses. Benjamin Gourisse montre que l'intensification de la violence est liée aux stratégies des acteurs engagés et dont les ressources sont asymétriques. Il affine l'analyse de l'usage de la violence en soulignant le fait que l'extrême droite turque des années 1970 n'emploie la violence que dans les espaces où elle domine. Plutôt que de souligner l'irrationalité de la violence politique, il développe au contraire son aspect profondément stratégique. A l'opposé, c'est l'usage de la violence pendant la décennie qui légitime le coup d'Etat militaire de 1980 et la répression féroce qui s'abat alors sur les militants. Johanna Siméant décrit la cohabitation de la violence et de la « société civile » (p. 18) et non une « civilisation » progressive et linéaire du dialogue social au Mali. Quant à Frédéric Vairel, revenant sur quelques lieux communs de l'analyse des régimes arabes, il insiste sur la perpétuation de l'Etat marocains non par la tradition ou la religion mais par son caractère profondément violent. Les trois enquêtes restituent l'ambivalence des acteurs étatiques et protestataires à l'encontre de la violence : employée par le passé et aujourd'hui condamnée ou inversement, la légitimité des répertoires d'actions violents se trouve reconfigurée dans le temps. Ces approches plurielles permettent de restituer leurs historicités et leurs dynamiques aux sociétés considérées. Ainsi, Frédéric Vairel, critiquant la position de Juan Linz selon laquelle les régimes autoritaires produisent de l'apathie, soutient que « la situation marocaine combine de hauts niveaux de mobilisation et le maintien d'un pouvoir autoritaire, précisément parce que l'espace protestataire participe des transformations de ce dernier » (p. 274).

Enfin, ces recherches permettent d'affiner la compréhension de l'évolution politique des sociétés malienne, marocaine et turque depuis les années 1960. Ce choix d'une perspective diachronique attentive aux temporalités en jeu permet la prise en compte de la mémoire des luttes passées comme ressort de l'action contemporaine. Johanna Siméant souligne ainsi le rôle de la mobilisation de la mémoire de la révolution de 1991 pour légitimer

¹⁵ Opp et Roehl avaient formulé et synthétisé ce paradoxe dans un article important. Il peut être ainsi formulé : la répression (anticipée ou effective) accroît-elle ou au contraire limite-t-elle les protestations ?, voir OPP K. D. & ROEHL W., "Repression, Micromobilization, and Political Protest", *Social Forces*, Vol. 69, No. 2 (Dec., 1990), pp. 521-547.

le recours à l'action protestataire. Elle montre comment ce passé protestataire est réactivé en permanence par les acteurs qui tissent des lignes de continuité entre le passé et le présent des mobilisations.

Ces trois ouvrages nous invitent également à penser de manière concomitante et intriquée différentes échelles d'analyse. S'il est désormais reconnu que les découpages opérés dans la réalité sociale relèvent des choix de recherche, il n'en demeure pas moins que leur articulation pose autant de problèmes théoriques que méthodologiques, notamment en ce qui concerne l'écriture. Les trois livres passent ainsi dans leur argumentation du transnational au national en passant par une sociologie des organisations militantes et des trajectoires individuelles. Si ces trois dernières échelles ont été abondamment traitées par la sociologie de l'action collective, leur articulation à l'international reste un chantier à approfondir.

Les auteurs cherchent à restituer dans leurs environnements (macro et méso-sociologiques) les trajectoires militantes en contexte autoritaire rencontrées dans le cadre de l'enquête. On croise ainsi des trajectoires singulières, plus ou moins développées dans le cœur des ouvrages, montrant comment stagnent, évoluent et se meuvent les acteurs dans un ensemble de mobilisations, d'organisations et face à un Etat plus ou moins répressif à leur rencontre. Johanna Siméant analyse ainsi, à travers deux trajectoires de femmes maliennes engagées comment certains acteurs influents à l'échelle locale ou nationale s'arriment à des réseaux transnationaux (ONG) accroissant ainsi les ressources à leur disposition, générant des rentes de situation du fait de la redistribution des ressources qu'ils sont en mesure de générer. Tout comme Johanna Siméant, Frédéric Vairel ne diminue pas l'importance de l'analyse des trajectoires individuelles. « C'est au travers de leur relation avec les évolutions du champ politique et de l'espace protestataire que les itinéraires de ces acteurs contestataires prennent tout leur sens » (p. 22). Il analyse la trajectoire de certains ex-marxistes fortement réprimés dans les années 1970 s'investissant, à partir des années 1990, dans la défense des droits de l'Homme et allant parfois jusqu'à accepter la cooptation par le système politique (commission vérité et réconciliation). On perçoit, à travers l'étude de trajectoires individuelles, le processus de restructuration de l'exercice du pouvoir d'Etat et de transformation de l'espace protestataire marocain à l'œuvre.

Johanna Siméant montre comment les organisations maliennes s'arriment « à des thématiques éligibles à l'indignation de militants du Nord autant que du Mali » et apprennent

« plaider dans les bonnes formes » (p. 142). Elle souligne également l'apparente contradiction entre une critique et une méfiance à l'égard de l'autorité de l'Etat malien tout en exigeant de lui la garantie d'une souveraineté restaurée face à la prédation du Nord sur diverses thématiques comme les ressources naturelles (or, coton). A contrario, l'analyse de Benjamin Gourisse montre que l'isolement de la gauche radicale turque coupée de soutiens extérieurs participe de son affaiblissement. Frédéric Vairel explique pour sa part que si les militants s'appuient, non sans difficultés, sur des répertoires discursifs internationalisés (droits de l'Homme, démocratisation), l'Etat marocain parvient lui aussi à tirer profit de la mobilisation de ces discours en vue de dégager des subsides et des soutiens à même de renforcer la stabilité du régime. Il montre que « les relations internationales sont un terrain où la capacité des gouvernants marocains à transformer les contraintes en atout est remarquable. Ils en retirent un certain nombre de ressources matérielles, comme l'aide militaire le rappelle, mais également discursives : la lutte contre la corruption, la bonne gouvernance, la décentralisation, la privatisation économique et, dernière en date, la « lutte contre le terrorisme » sont des supports de stratégies autoritaires » (p. 330). C'est ce qu'il nomme la « réforme de l'autoritarisme ». Ces ouvrages donnent ainsi matière à approfondir les recherches sur les ressources et les réseaux nécessaires – et a fortiori sur les obstacles – à la transnationalisation.

Dans une perspective plus « horizontale », c'est-à-dire attentive aux relations entre acteurs d'un même espace et non plus aux variations entre échelles, ces trois ouvrages apportent une contribution importante à l'étude des relations entre mouvements sociaux. Dans le cas de la ville de Bamako étudiée par Johanna Siméant, on voit que les relations entretenues entre acteurs dans le temps et dans l'espace révèlent des relations de pouvoir conflictuelles, concurrentielles, d'alliance ou d'ignorance réciproque. Les relations conflictuelles sont particulièrement sensibles dans le cas turc entre l'extrême gauche et l'extrême droite ou au sein de l'extrême gauche elle-même au cours des années 1970. Tenir ensemble les différents acteurs de l'espace de l'action collective permet d'observer les relations qu'entretiennent les organisations entre elles, évitant ainsi de les homogénéiser et de tomber dans une approche réductrice Etat/contestataires.

Enfin, ces ouvrages nous incitent à accroître le travail comparatif Sud-Sud et Nord-Sud dans une perspective diachronique. Poursuivre l'analyse des mouvements sociaux « ailleurs » permettrait de dégager un espace de recherche à côté des analyses des organisations armées (analyse des guérillas, rébellions, terrorisme) qui obscurcissent la compréhension et masquent les mouvements sociaux au sein de ces sociétés. L'ouvrage de

Benjamin Gourisse montre à cet égard comment coexistent dans le temps au sein du système d'action de la gauche turque des années 1970 des organisations syndicales et des associations de quartier avec des organisations révolutionnaires armées. Frédéric Vairel et Johanna Siméant indiquent pour leur part comment les modes violents d'action ont pu avoir leur place à un moment et comment ceux-ci se trouvent démonétisés par l'évolution du contexte politique mais également sous les effets de la répression (expérimentée ou supputée).

En sus d'une invitation à mieux relier la sociologie des mouvements sociaux à la sociologie de l'Etat et de l'humanitaire, ces ouvrages nous invitent également à les rapprocher de la sociologie de l'action transnationale, à la sociologie des institutions ou encore à la sociologie des politiques publiques. En somme, il s'agirait de ne plus isoler la sociologie de l'action collective mais de l'employer en lien avec les autres sous-domaines de l'analyse du politique. Ces travaux sont également un appel à un approfondissement et à une approche plus comparative des dynamiques politiques. Cette dimension n'est ici présente qu'en creux dans des zones géographiques réputées homogènes (Afrique Noire, Maghreb...). Sans doute faudrait-il lancer de véritables enquêtes comparatives qui ne seraient incongrues qu'à première vue. Ensuite, il semblerait pertinent d'approfondir l'analyse de la genèse des enracinements historiques des structures étatiques, sociales et protestataires dans les recherches comme l'initie Benjamin Gourisse en remontant jusqu'à l'empire Ottoman pour montrer que la délégation du maintien de l'ordre public en Turquie a des ressorts plus profonds et ne date pas de la décennie 1970¹⁶.

Ces trois ouvrages constituent donc à n'en pas douter des apports importants dans la connaissance des mouvements sociaux hors des frontières occidentales et donnent ainsi une nouvelle dynamique à des concepts désormais routinisés. Ils entrent ici sur des terrains sur lesquels ils ont été peu employés et permettent de faire sauter les simplifications abusives des dichotomies appliquées de manière récurrente à ces sociétés. Ils nous donnent ainsi des perspectives pour un renouvellement de la sociologie de l'action collective.

¹⁶ Elise Massicard a par ailleurs montré que cette délégation et cette privatisation de la violence étaient à nouveau mises en œuvre à grande échelle pendant la guerre contre le PKK à partir de 1984 dans le sud-est de la Turquie. De nombreux militants d'extrême droite des années 1970 ont alors été « recyclés » dans des équipes spéciales chargées de mettre en œuvre ce que l'on appelle désormais la « sale guerre ». Voir MASSICARD E., « La politique à l'articulation entre institutions de sécurité et univers criminel. Les « bandes en uniforme » en Turquie », in BRIQUET J-L. & FAVAREL-GARRIGUES G. (dirs.), *Milieus criminels et pouvoir politique. Les ressorts illicites de l'Etat*, Coll. Recherches internationales, Paris, Karthala, 2008, pp. 57-94.